

Art. 2. — Les modalités d'application du régime de l'admission temporaire normale de fabrication accordé à la MASAP sont celles décrites au tableau ci-après :

Matières premières pouvant bénéficier du régime	Position tarifaire	Taux de rendement	Produits obtenus	Bureaux de domiciliation
Ruban magnétique .....	39.07.90	100 %	Support pour l'enregistrement du son	Dakar-Port Nord Dakar-Port Sud
Polystyrène .....	39.02.79	100 %		
Ecrou vis .....	73.32.20	100 %		
Silicone papier .....	48.15.90	100 %		
Rouleau de guidage .....	39.07.88	100 %		
Plaque métallique .....	73.40.90	100 %		
Etiquettes .....	48.19.90	100 %		
Carton de marquage .....	40.16.10	100 %		
Papier cellophane .....	39.07.90	100 %		
Ruban d'arrosage .....	39.07.90	100 %		
Tête de nettoyage .....	74.15.00	100 %	Articles scolaires Peignes, Ceintres, Sachets emballages.	
Polypropylène .....	39.02.69	100 %		
Polyéthylène .....	39.1.99	100 %		

Art. 3. — En cas d'infractions, les dispositions du Code des Douanes seront appliquées.

Art. 4. — Le Directeur général des Douanes est chargé de l'application du présent arrêté. 72697/p. M2-M6

## MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

DÉCRET n° 89-1329 du 7 novembre 1989

fixant l'organisation et les règles de fonctionnement  
des Services de Médecine du Travail.

### RAPPORT DE PRESENTATION

Jusqu'à nos jours, l'organisation et les règles de fonctionnement des services de médecine du travail sont régies par des textes pris en application du Code du Travail d'Outre-Mer.

Le présent projet s'inscrit dans une évolution marquée par plusieurs actes importants au plan législatif et réglementaire :

1. Le décret du 22 octobre 1925 et son arrêté d'application du 29 mars 1926 ont introduit les notions de visite d'embauche, d'hygiène et de prophylaxie, et de soins médicaux en milieu de travail, entièrement à la charge des employeurs. Cet acte constituait un événement important qui devrait être confirmé en 1952 par le Code du Travail d'Outre-Mer.

C'était là le deuxième acte important : loi 1322 du 15 décembre 1952 en ses articles 138 à 144.

2. Les arrêtés pris en application de ladite loi, notamment les arrêtés généraux n° 396, n° 397 du 18 janvier 1955 et n° 398 du 19 janvier 1955, devaient définir les objectifs, et les moyens des services de médecine d'entreprise.

Les différents textes ont été complétés par les arrêtés locaux n° 2422, n° 2423, 2424 et n° 2425 du 28 avril 1955.

3. Les derniers événements législatifs et réglementaires ont été la loi n° 75-50 du 3 avril 1975 et le décret n° 75-895, portant organisation et fonctionnement de l'Institution de Prévoyance Maladie, constituant ainsi un élément considérable dans la couverture des frais médicaux, pharmaceutiques, et d'hospitalisation des travailleurs et de leurs ayants droit.

Le présent texte prévoit une réforme des règles d'organisation et de fonctionnement des services de médecine du travail en vue d'accroître l'efficacité desdits services.

C'est ainsi qu'on peut noter les innovations suivantes :

Tout d'abord, la médecine du travail devient essentiellement préventive. Plusieurs éléments permettront d'atteindre tel objectif à savoir :

- la qualification du médecin du travail;
- les nouvelles prérogatives du médecin du travail;
- information;
- action en milieu de travail;
- le contenu minimal de la visite d'embauche et de la visite périodique.

La deuxième innovation est constituée par la participation active des travailleurs à l'organisation, au fonctionnement et à la gestion des services de médecine du travail.

Le présent projet tend donc à affirmer la vocation essentiellement préventive et à améliorer le fonctionnement des services de médecine du travail.

Telle est, Monsieur le président de la République, l'économie du présent projet, soumis à votre approbation.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 37 et 65;

Vu le Code du Travail, notamment en son article 163-E;

Vu la loi n° 66-69 du 4 juillet 1966, modifiée, relative à l'exercice de la médecine et à l'Ordre des Médecins;

Vu le décret n° 67-147 du 10 février 1967 instituant le Code de la Déontologie médicale;

Vu l'arrêté général n° 396 I.G.T.L.S.-A.O.F. du 18 janvier 1955 déterminant les modalités d'exécution des dispositions légales concernant les services médicaux ou sanitaires d'entreprises;

Vu l'arrêté général n° 397 I.G.T.L.S.-A.O.F. du 18 janvier 1955 portant classification des entreprises en ce qui concerne la fixation des moyens minimum imposés aux employeurs en matière de personnel médical et sanitaire;

Vu l'arrêté général n° 398 I.G.T.L.S.-A.O.F. du 19 janvier 1955 déterminant les conditions dans lesquelles sont installées et approvisionnées en médicaments et objets de pansements les infirmeries, salles de pansements et boîtes de secours dans les entreprises;

Vu l'arrêté local n° 2422 I.T.L.S.-S.M. du 28 avril 1955 fixant les délais maxima pour la mise en vigueur des dispositions de l'arrêté général n° 397 I.G.T.L.S.-A.O.F. du 18 janvier 1955;

Vu l'arrêté local n° 2423 I.T.L.S.-S.M. du 28 avril 1955 fixant les modalités de constitution et de fonctionnement des services médicaux et sanitaires;

Vu l'arrêté local n° 2424 I.T.L.S.-S.M. du 28 avril 1955 déterminant les modalités selon lesquelles les établissements groupant moins de 1.000 travailleurs peuvent utiliser les services de centres médicaux ou de dispensaires officiels pour assurer un service médical et sanitaire à leurs travailleurs;

Vu l'arrêté local n° 2425 I.T.L.S.-S.M. du 28 avril 1955 fixant le modèle de registre de visite journalière prévu par l'article 141 du Code du Travail dans les territoires d'Outre-Mer;

Vu l'avis émis par le Conseil consultatif national du Travail et de la Sécurité sociale en sa séance du 18 janvier 1989;

La Cour suprême entendue en sa séance du 27 septembre 1989;

Sur le rapport du Ministre de la Fonction publique et du Travail,

DÉCRÈTE :

## TITRE PREMIER. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

**Article premier.** — Sont soumis aux dispositions du présent décret et des arrêtés pris en application, les établissements de toute nature où sont employés des travailleurs au sens de l'article premier du Code du Travail, à l'exclusion des services de l'administration publique.

**Art. 2.** L'organisation, le fonctionnement et le financement des services de médecine du travail incombent à l'employeur.

Le service de médecine du travail est organisé selon les modalités suivantes :

— soit sous la forme d'un service de médecine du travail d'établissement lorsque le nombre de travailleurs de l'établissement est au moins égal à 750;

— soit sous la forme d'un service de médecine du travail interentreprises dans le cas où l'établissement emploie moins de 100 travailleurs.

Les établissements dont l'effectif est compris entre 100 et 750 travailleurs organisent après avis des délégués du personnel, un service de médecine du travail, selon l'une des formes définies ci-dessus.

Les entreprises du bâtiment et des travaux publics et les entreprises dont l'activité est saisonnière ou occasionnelle organisent ou adhèrent à un service de médecine du travail interentreprises quelque soit le nombre de travailleurs qu'elles emploient.

## TITRE II — DES SERVICES DE MEDECINE DU TRAVAIL D'ENTREPRISE.

### Chapitre premier. — Dispositions générales.

**Art. 3.** — Les délégués de personnel sont saisis des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du service de médecine du travail. Ils sont informés des observations formulées et des mises en demeure modifiées par l'Inspecteur du Travail et de la Sécurité sociale, ainsi que des observations d'ordre technique faites par le médecin-inspecteur du Travail.

Ils présentent leurs observations sur le rapport annuel relatif à l'organisation, au fonctionnement et à la gestion du service de médecine du travail et sur les rapports d'activité du ou des médecins du travail.

#### Déclaration, agrément, contrôle

**Art. 4.** — Le fonctionnement d'un service de médecine du travail d'entretien fait l'objet d'un agrément dont les conditions de délivrance sont déterminées par arrêté interministériel du Ministre chargé de la Santé publique et du Ministre de la Fonction publique.

## TITRE III. — DES SERVICES DE MEDECINE DU TRAVAIL INTERENTREPRISES

### Dispositions générales

**Art. 5.** — La déclaration prévue à l'article 163 E alinéa 3 du Code du Travail doit fournir les renseignements suivants :

- adresse du service de médecine du travail interentreprises;
- adresse des adhérents;
- raison sociale des adhérents.
- nombre et répartition du personnel dans chaque entreprise;
- emplois assujettis à surveillance médicale spéciale;
- locaux médicaux;
- équipement du service de médecine du travail;
- personnel du service de médecine du travail :
  - administratif;
  - médical et para-médical : nombre, qualification, temps de présence.

La déclaration doit en outre être accompagnée du statut et du règlement intérieur dont les modèles sont fixés par arrêté du Ministre chargé du Travail.

**Art. 6.** — Les établissements qui adhèrent à un service de médecine du travail interentreprises sont tenus :

- de prévoir une salle de soins;
- de recruter un infirmier diplômé.

Ces dispositions s'imposent aux établissements qui emploient au moins cent salariés.

Au cas où ces établissements n'atteignent pas l'effectif requis mentionné au précédent alinéa, une boîte de secours est prévue.

Un arrêté du Ministre chargé du Travail détermine les caractéristiques auxquelles doivent répondre les locaux médicaux et leur équipement, ainsi que les conditions dans lesquelles sont installées et approvisionnées en médicaments et objets de pansement les salles de soins et boîtes de secours.

### Organisation, contrôle

**Art. 7.** — Le Directeur du Service de Médecine du Travail interentreprises est nommé par les employeurs.

L'organisation et la gestion du Service de Médecine du Travail interentreprises sont placées sous le contrôle d'un conseil de gestion dont la composition est fixée à l'article 9 ci-après.

Le conseil de gestion délibère sur toute question relative à l'organisation et au fonctionnement du service de médecine du travail, notamment en ce qui concerne :

- la répartition des frais d'organisation et de fonctionnement dudit service entre les entreprises adhérentes;
- les créations et suppressions d'emploi de médecin du travail;

Le conseil de gestion est en outre informé :

- des observations formulées et des mises en demeure notifiées par les services de l'Inspection du Travail, des observations d'ordre économique faites par le médecin-inspecteur du Travail et des mesures prises en conséquence;



— des suites apportées à ses recommandations.

Le conseil de gestion se prononce sur le rapport annuel relatif à l'organisation, au fonctionnement, à la gestion financière du Service de Médecine du Travail, et sur le rapport d'activités de chaque médecin du Travail.

Art. 8. — Le Conseil de gestion comprend neuf membres au moins, vingt sept membres au plus. Il est composé pour deux tiers de représentants des employeurs et, pour un tiers de représentants des salariés des entreprises adhérentes au Service de Médecine du Travail. Leur mandat est d'une durée de trois ans renouvelable.

Il est constitué à la diligence du Directeur du Service de Médecine du Travail.

Les représentants des salariés sont élus au scrutin secret par l'assemblée générale de tous les salariés des entreprises adhérentes en tenant compte du nombre de sièges qui leur sont attribués.

Les difficultés auxquelles peut donner lieu l'application de cet article seront soumises à l'arbitrage de l'inspecteur du Travail du ressort.

Art. 9. — Le conseil de gestion élit en son sein un bureau composé : d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, dont le mandat est fixé à un an.

Le Directeur du Service de Médecine du Travail interentreprises assure le secrétariat lors des réunions du comité de gestion.

Le conseil de gestion se réunit au moins deux fois par an, il peut se réunir en outre à la demande du tiers de ses membres.

Le président établit l'ordre du jour des réunions en liaison avec le Directeur du Service de Médecine du Travail. Le temps passé en réunion du conseil de gestion est considéré comme temps de travail est rémunérée en conséquence.

Le procès-verbal de chaque réunion est transmis au médecin-inspecteur du Travail, à l'inspecteur du Travail et de la Sécurité sociale et au Ministre chargé de la Santé publique, dans le délai d'un mois à compter de la date de la réunion.

Art. 10. — Le statut et le règlement du Service de Médecine du Travail interentreprises doivent être transmis à l'inspecteur du Travail et de la Sécurité sociale du ressort.

Les services de Médecines du Travail interentreprises sont tenus de faire connaître à l'inspecteur régional du Travail et de la Sécurité sociale et au médecin inspecteur du Travail, dans les trois mois, tous changements survenus dans leur administration ou direction, ainsi que toutes modifications apportées à leur statut et règlement intérieur.

Art. 11 — Le Directeur du Service de Médecine du Travail interentreprises établit les rapports relatifs à l'organisation, au fonctionnement et à la gestion du service. Ces rapports sont présentés au conseil de gestion au plus tard à la fin du quatrième mois suivant l'année pour laquelle ils ont été établis.

Le Directeur du Service de Médecine du Travail interentreprises adresse un exemplaire des rapports accompagné des observations formulées par le conseil de gestion à l'Inspecteur régional du Travail et de la Sécurité sociale, dans le délai d'un mois à compter de sa présentation devant l'organisme concerné.

L'inspecteur régional du Travail et de la Sécurité sociale transmet une copie des rapports au Ministre chargé du Travail qui en fait tenir un exemplaire au Ministre chargé de la Santé publique.

Art. 12. — Les médecins du Travail assistent avec voix consultative aux réunions du conseil de gestion.

Les médecins du Travail sont représentés par des délégués élus à raison de :

- un médecin-délégué pour 1 à 5 médecins;
- deux médecins-délégués pour 6 à 10 médecins;
- trois médecins-délégués pour plus de 10 médecins.

## TITRE IV. — DES PERSONNELS DES SERVICES

### MEDICAUX DU TRAVAIL

Art. 13. — A compter d'une date fixée par arrêté du Ministre chargé du Travail, tout médecin pratiquant la médecine du Travail devra être titulaire d'un diplôme d'études spéciales de médecine du travail. Pendant la période transitoire, l'agrément sera délivré au médecin généraliste par le Ministre chargé du Travail après avis du Ministre chargé de la Santé publique.

Art. 14. — Le médecin du Travail assure personnellement l'ensemble de ses fonctions.

Le temps minimum dont le médecin du travail doit disposer pour remplir ses missions est fixé à une heure par mois :

— quinze employés ou assimilés;

— dix ouvriers ou assimilés;

— cinq travailleurs, y compris les travailleurs temporaires, soumis à une surveillance médicale spéciale prévue par les règlements pris en application de l'article 28.

Les médecins du travail seront recrutés à plein temps à raison de :

— un médecin pour 750 à 1.000 salariés;

— deux médecins pour 1.600 salariés;

— trois médecins pour 2.500 salariés.

Au-delà de 2.500 salariés, un médecin du travail sera recruté par tranche de 5.000 salariés.

Entre les limites ci-dessus établies, un ou plusieurs médecins vacataires supplémentaires seront recrutés, dont le temps de présence sera calculé conformément aux dispositions du deuxième alinéa du présent article.

Un même médecin qui exerce la médecine du Travail dans plusieurs établissements ne peut suivre simultanément plus de 1.000 travailleurs.

#### Des infirmiers, infirmières et secrétaires médicaux

Art. 15. — Les établissements doivent s'assurer le concours d'infirmiers diplômés. Ce personnel a pour mission d'assister le médecin du Travail dans l'ensemble de ses activités. Le nombre d'infirmiers est calculé à raison de :

1. Un infirmier (e) dans les établissements commerciaux, les sociétés civiles, les syndicats professionnels, les professions libérales, les associations de quelque nature que ce soit : de 100 à 500 travailleurs et au-dessus un infirmier par tranche de 500 personnes.

2. Dans les établissements industriels, cet effectif doit être au moins d'un infirmier pour 100 à 300 salariés, et au-dessus d'un infirmier supplémentaire par tranche de 300 salariés.

Dans les établissements de moins de 100 salariés, un infirmier est recruté si le médecin du Travail en fait la demande.

Si l'employeur conteste la demande, il peut être néanmoins tenu d'y satisfaire par décision prise par le Ministre du Travail.

Un service de garde sera assuré par un infirmier diplômé dans les entreprises à feu continu ou à marche continue.

Art. 16 — Dans les services médicaux du Travail interentreprises, le Directeur peut recruter un secrétaire médical si les médecins d'un centre médical en font la demande.

Art. 17. — Sans préjudice des mesures prévues par la loi, dans chaque atelier, dans chaque chantier, dans chaque service occupant 20 personnes au moins pendant plus de 15 jours, où sont effectués des travaux dangereux, un ou plusieurs membres du personnel n'appartenant pas au personnel infirmier doit être obligatoirement formé pour donner les premiers secours en cas d'urgence.

## TITRE V. — DES MISSIONS DES SERVICES DE MEDECINE DU TRAVAIL

**Art. 18.** — En ce qui concerne notamment la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 163.E du Code du Travail, le médecin du Travail est le conseiller du chef d'entreprise ou de son représentant, des salariés, des représentants du personnel, et le cas échéant, des services sociaux.

Il participe aux études et enquêtes épidémiologiques.

**Art. 19.** — Le médecin du Travail est obligatoirement associé :

- à l'étude de toute nouvelle technique de production;
- à la formation des secouristes mentionnés à l'article 17.

Il est consulté sur les projets :

- de construction ou d'aménagements nouveaux;
- de modifications apportées aux équipements.

Afin de prévenir les risques professionnels, il est informé :

- de la nature et de la composition des produits utilisés par les travailleurs ainsi que leurs modalités d'emploi;
- des résultats de toutes les mesures et analyses effectuées en matière d'hygiène et de sécurité dans l'entreprise.

**Art. 20.** — Dans l'exercice de ses fonctions, le médecin du Travail peut, aux fins de l'employeur, effectuer ou faire effectuer des prélèvements et des mesures aux fins d'analyse.

Il peut recourir à cet effet, aux services d'un organisme agréé, choisi sur une liste établie par le Ministre chargé du Travail et le Ministre chargé de la Santé publique.

En cas de désaccord entre l'employeur et le médecin du Travail, sur l'opportunité de procéder à ces mesures ou analyses, l'inspecteur du Travail décide après avis du médecin-inspecteur du Travail.

**Art. 21.** — Le médecin du Travail assiste avec voix consultative, aux réunions des délégués du personnel, dont l'ordre du jour porte sur des questions relatives à la médecine du Travail.

**Art. 22.** — Le médecin du Travail et l'ensemble du personnel du service médical sont tenus au secret en ce qui concerne les techniques de fabrication et les produits de l'entreprise.

Le médecin du Travail doit consacrer à sa mission en milieu de travail, au moins le tiers de son temps de présence dans l'entreprise.

### Examens médicaux

**Art. 23.** — Tout salarié fait l'objet avant le début de la période d'essai d'un examen médical à la charge de l'employeur.

L'examen médical a pour but :

1° de rechercher si le salarié n'est pas atteint d'une affection dangereuse pour les autres travailleurs;

2° de s'assurer qu'il est médicalement apte au poste de travail auquel le chef d'établissement envisage de l'affecter.

Lorsqu'un salarié change d'entreprise moins de trois mois après une visite médicale à l'issue de laquelle aucune inaptitude n'a été reconnue, l'examen d'embauchage n'est pas obligatoire, s'il est appelé à occuper un emploi similaire et s'il communique au médecin du Travail du nouveau service, la fiche médicale établie en application de l'article 34, le médecin du Travail apprécie s'il doit procéder à un nouvel examen médical.

Le délai de trois mois est porté à six mois dans le cas où le salarié qui change d'entreprise reste sous la surveillance du même médecin du Travail ou du même Service intrentreprise de Médecine du Travail.

**Art. 24.** — Tout salarié doit obligatoirement bénéficier d'un examen médical au moins une fois par an en vue de s'assurer du maintien de son aptitude au poste de travail occupé.

Cet examen comporte au moins :

— un examen clinique;

— un examen radiographique pulmonaire par un radiologue et une analyse d'urines à la recherche d'albumine et de sucre.

**Art. 25.** — Le médecin du Travail exerce une surveillance médicale particulière sur :

— les salariés affectés à certains travaux comportant des exigences ou des risques spéciaux déterminés par arrêté du Ministre chargé du Travail;

— les salariés qui viennent de changer de type d'activités ou les travailleurs migrants et, cela pendant une période de dix huit mois à compter de leur nouvelle affectation;

— les handicapés, les femmes enceintes, les mères d'un enfant de moins de deux ans, les travailleurs de moins de dix-huit ans.

Le médecin du Travail détermine la fréquence et la nature des examens que comporte cette surveillance médicale particulière, dans les cas où celles-ci ne sont pas déjà fixées par arrêté du Ministre chargé du Travail.

**Art. 26.** — Après une absence pour raison de maladie professionnelle ou d'accident du travail, après un congé de maternité, après une absence d'au moins vingt et un jours pour cause de maladie ou d'accident non professionnels ou en cas d'absences répétées pour raisons médicales, des salariés sont soumis à un examen par le médecin du Travail.

Cet examen a pour seul objet d'apprécier l'aptitude de l'intéressé à reprendre son emploi, la nécessité d'une adaptation des conditions de travail ou d'une réadaptation fonctionnelle du salarié.

Cet examen doit avoir lieu lors de la reprise du travail et au plus tard dans un délai de huit jours.

Cependant, à l'initiative du salarié du médecin traitant du travailleur ou du médecin-conseil des organismes de sécurité sociale, lorsqu'une modification de l'aptitude au travail est prévisible, un examen peut être sollicité préalablement à la reprise du travail en vue de faciliter la recherche des mesures nécessaires.

**Art. 27.** — Le médecin du Travail peut prescrire les examens complémentaires nécessaires :

a) à la détermination de l'aptitude médicale au poste de travail notamment au dépistage des affections comportant une contre-indication à ce poste de travail;

b) au dépistage des maladies à caractère professionnel prévues à l'article 131 du Code de la Sécurité sociale;

c) au dépistage des maladies dangereuses pour l'entourage.

Ces examens sont selon le cas, à la charge de l'employeur ou du Service médical interentreprises lesquels sont tenus de fournir au médecin du Travail les moyens d'assurer le respect du service médical.

Le médecin choisit l'organisme chargé de pratiquer les examens.

En cas de désaccord entre l'employeur et le médecin sur la nature et la fréquence de ces examens, le différend est soumis au médecin inspecteur de Travail.



La nature et la fréquence de certains examens complémentaires sont fixées par arrêté du Ministre chargé du Travail.

Art. 28. — Le temps nécessaire par les examens médicaux, y compris les examens complémentaires prévus à l'article 27 est pris sur les heures de travail des salariés sans qu'aucune retenue de salaire puisse être effectuée.

Art. 29. — Le médecin du Travail doit dispenser à tous les travailleurs ainsi qu'aux membres de la famille des travailleurs les soins d'urgence et de première nécessité dans les locaux sanitaires des établissements. Les soins nécessaires à cet effet sont dispensés dans la limite des moyens techniques définis par l'arrêté pris en application de l'article 6.

#### *Des documents médicaux.*

Art. 30. — Au moment de la visite d'embauchage, le médecin du Travail constitue un dossier médical.

Ce dossier est complété après chaque examen médical ultérieur.

La durée et les conditions de conservation du dossier médical sont fixés par arrêté du Ministre chargé du Travail.

Art. 31. — A l'issue de chacun des examens médicaux prévus aux articles 24, 25, 26 et 27, le médecin du Travail établit une fiche d'aptitude en double exemplaire.

Il en remet un exemplaire au salarié et transmet l'autre à l'employeur qui le conserve pour être présenté à tout moment sur leur demande, à l'inspecteur du Travail et au médecin-inspecteur du Travail.

Lorsque le salarié quitte l'entreprise ou en fait la demande, le médecin du Travail établit une fiche médicale en double exemplaire. Il en remet un exemplaire au salarié et conserve le second exemplaire dans le dossier médical de l'intéressé.

Le modèle de ces fiches médicales est fixé par arrêté conjoint du Ministre chargé du Travail et du Ministre chargé de la Santé publique.

Art. 32. — Le médecin du Travail est tenu de déclarer les cas de maladies professionnelles dont il a connaissance dans les conditions prévues par la législation en vigueur. Dans ce cas, le médecin du Travail remet au travailleur intéressé le modèle du certificat médical qui sera rempli au choix de l'intéressé par son médecin traitant ou par le médecin du Travail.

Le médecin du Travail est également tenu de déclarer :

— les maladies à caractère professionnel ne figurant pas sur la liste des affections professionnelles indemnifiables;

— les maladies à déclaration obligatoire dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Art. 33. — Lorsque l'organisation des services médicaux du Travail telle qu'elle est définie par le présent décret n'est pas possible pour des raisons géographiques ou autres l'entreprise doit, sauf cas de force majeure, et sous réserve de l'accord du Ministre chargé du Travail, passer un accord avec un service local de la Santé publique qui sera chargé d'exercer les fonctions définies par le présent décret.

Art. 34. — Les établissements visés à l'article premier doivent se conformer aux dispositions du présent décret dans un délai de douze mois à compter de la date de sa publication au *Journal officiel*.

Art. 35. — Les auteurs d'infractions au présent sont punis des peines prévues à l'article 6 du décret n° 62-017 du 22 janvier 1962, fixant l'échelle des peines de simple police applicables aux auteurs de contraventions aux dispositions du Code du Travail et des règlements prévus pour son application.

Art. 36. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment les arrêtés généraux n° 396, n° 397 du 18 janvier 1955, n° 398 du 19 janvier 1955, l'arrêté général n° 5347 du 7 juillet 1955 et les arrêtés locaux n° 2422, 2424 et 2425 du 28 avril 1955, n° 7840 du 29 novembre 1956.

Art. 37. — Le Ministre de la Fonction publique et du Travail et le Ministre de la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 7 novembre 1989.

Abdou DIOUF.